

Consommateurs – Salariés

Refusons ensemble d'être les boucs émissaires de la crise

Faire les courses devient pour beaucoup d'entre nous un véritable parcours du combattant.

Les derniers chiffres de l'Institut National de la Consommation dans son journal 60 millions de consommateurs sont éloquents. Sous l'effet de l'inflation, le pouvoir d'achat des ménages français recule.

- + 24 % pour le fioul domestique, 12 % pour les carburants, 9,7% pour le gaz avec 5% supplémentaire au 1^{er} avril, 14% pour les fruits et 10,5 % d'augmentation sur la semoule de blé dur,



- Electricité + 3%, assurances entre 2,5% et 8%. Les beurres, yaourts, pâtes, céréales, biscottes, pains de mie, riz mais aussi jambons ont vu leurs prix s'envoler de 5% à 48% entre novembre et janvier. Sur 1.055 références de produits laitiers et céréaliers comparés, près de la moitié ont augmenté, dont 200 de plus de 10%. Un véritable record.

L'accès à la santé en prend un « coup » aussi avec l'augmentation des tarifs des médecins, la baisse des remboursements sur les médicaments, la hausse des forfaits. Un ménage sur dix déclare avoir des difficultés à boucler son budget durant l'année. 83% des familles ont le sentiment que la pauvreté augmente.

Il n'y a pas que les grandes surfaces qui tirent leur épingle du jeu, les grandes multinationales de l'énergie que sont TOTAL 14 milliards, et GDF-SUEZ 9,1 milliards engrangent des superprofits dès le 1^{er} semestre 2010, sans que le gouvernement ne bouge le petit doigt.

Cette situation intolérable n'est pas prête de s'arrêter. En effet, le gouvernement prétextant la crise et la réorganisation des politiques publiques, a démantelé la « répression des fraudes » et fragiliser les associations de consommateurs et le C.T.R.C (*Centre Technique Régional de la Consommation*) en baissant leurs subventions. Nous sommes en présence de deux discours contradictoires : **d'un côté le Premier Ministre demande l'unité du pays face à la crise et de l'autre il fait la chasse à ceux qui sont chargés de défendre les consommateurs.**

Pour mettre fin à cet engrenage, INDECOSA-CGT propose des solutions justes et durables :

- Hausse du SMIC à 1600 euros brut, augmentation des salaires et des prestations sociales,
- Création d'une autorité de régulation des prix et non pas un simple observatoire,
- Blocage immédiat et encadrement des prix des produits de première nécessité assortie d'une baisse de TVA,
- Baisse du prix des énergies et en particulier du gaz naturel,
- Stopper les expulsions des locataires,
- Services publics modernisés, accessibles à tous, répondants aux besoins de la population,
- Renforcement de la « Police Economique » sur tout le territoire,
- Meilleure reconnaissance des associations de consommateurs et renforcement de la concertation avec les professionnels et les pouvoirs publics,
- Taxer la publicité afin de dégager les ressources pour financer le mouvement consommateurs (Associations - CTRC - INC)
- Augmentation immédiate de la subvention pour le CTRC Aquitaine, outil technique de formations, informations et juridique pour les associations de consommateurs d'Aquitaine.
- Non à l'ouverture des magasins le Dimanche !

Rejoignez-nous

➤ Le 15 mars 2011 à 11h30 devant la Préfecture à Mont de Marsan pour la journée internationale des consommateurs

* * * * *

➤ Le 17 mars 2011 à 15h place St Roch à Mont de Marsan pour participer à la colère des retraités sur la perte de leur pouvoir d'achat

* * * * *

BULLETIN D'ADHÉSION A INDECOSA-CGT

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

CP : Ville :

Téléphone : Portable : E-mail :

Je fais le choix de me syndiquer CGT et je deviens membre de droit à INDECOSA-CGT (cotisation 1% du salaire net mensuel)

Je demande à être adhérent d'INDECOSA-CGT, cotisation 30€/an, 50€ avec l'abonnement à 6 numéros d'IN Magazine.

Bulletin à renvoyer à : INDECOSA-CGT – Maison des syndicats – 97 place Bosquet

BP 114 – 40 002 Mont de Marsan – indecosa40@orange.fr